

URGENCES ET TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES: HABITER ENSEMBLE UN MONDE COMMUN

Texte de référence

“ Agis en ton lieu, pense avec le monde. ”

Édouard Glissant

L'histoire de la Terre et celle de l'espèce humaine ont aujourd'hui convergé. Cette collision de deux Histoires marque une rupture dans la relation qui unit les humains à la Terre : pour la première fois, ce sont en effet les espèces humaines qui sont devenues les principaux moteurs des changements qui l'affectent, surpassant les forces géophysiques.

*Nous entrons dans ce qu'il est maintenant convenu d'appeler une nouvelle ère, l'Anthropocène, qui se traduit par un **désordre planétaire inédit produit par les effets des activités humaines** démultipliées depuis deux siècles par les révolutions industrielles, l'économie de l'extraction et la démographie. Il y a 10 000 ans, la Terre comptait 5 millions d'humains alors que nous sommes 7,8 milliards en 2021. En 2020, la masse des biens manufacturés produits sur la planète a dépassé la masse totale des êtres vivants.*

Ce désordre a des conséquences multiples dans quatre domaines : les dérèglements et réchauffements climatiques, la dégradation très rapide de la biodiversité, les empoisonnements et risques chimiques, la raréfaction des ressources naturelles.

Cette nouvelle ère sonne le glas d'une vision binaire de l'humain séparé de la nature, alors qu'il en tire toujours plus profit par son exploitation sans limites. Nous savons maintenant que l'Histoire de l'humanité ne s'arrête pas aux portes de l'espèce humaine : **nous sommes de la nature** et ce changement de perspective a des conséquences culturelles, sociales, économiques, politiques et éthiques en partie encore instables et insoupçonnées.

Mais si l'Anthropocène est bien « l'âge des humains », alors les humains sont le remède aux maux et dégâts en cours, tout comme ils le furent pour sortir de l'obscurantisme des anciens régimes et des dominations féodales, entre « Renaissance et Révolutions ». La Ligue de l'enseignement a été fondée pour contribuer à cette émancipation en faisant partager et vivre la République.

L'urgence écologique appelle une mobilisation d'égale ampleur et de dimension planétaire. D'autant qu'elle se combine avec l'urgence sociale et l'urgence démocratique.

Les 12 % les plus riches de la population mondiale consomment 40 % de l'énergie produite et rejettent 45 % des gaz à effet de serre (GES). Et ce sont les populations les plus pauvres qui payent le plus lourd tribut de la dégradation de l'environnement qui génère la précarité alimentaire, énergétique et sanitaire. Ceux qui en pâtissent le plus sont ceux qui ont le moins contribué à ce dont ils souffrent. Ajoutons que la montée des angoisses et des peurs nées aussi de l'urgence écologique constitue un terreau fertile pour les populismes, les fanatismes, les théories du complot et les régimes autoritaires.

L'urgence écologique, les transitions et transformations qu'elle oblige à imaginer et conduire démocratiquement et solidairement, les bifurcations à opérer, les voies nouvelles à emprunter, ne constituent pas une option pour un mouvement laïque d'éducation populaire : **c'est une ardente et enthousiasmante obligation qui s'impose à la Ligue.**

La Ligue a ouvert le chantier dès le premier sommet de la Terre à Rio en 1992 par la création d'un réseau de centres d'accueil labellisé « citoyenneté, environnement, développement durable » (CED). Des outils, programmes et partenariats ont été déployés depuis aux niveaux national, départemental et local. Des formations et rencontres ont consolidé les initiatives. Mais si l'éducation et la citoyenneté demeurent plus que jamais la préparation de l'avenir, alors la Ligue doit amplifier et généraliser son engagement pour la transition écologique et solidaire.

Urgence écologique : état des lieux et enjeux

La situation d'urgence écologique se caractérise par quatre dimensions indissociables :

- **Les bouleversements climatiques**, plutôt que le seul réchauffement, avec la montée en température et la multiplication des événements extrêmes (cataclysmes, cyclones, inondations, sécheresses...), la raréfaction de l'eau, principal composant du vivant ;
- **L'érosion de la biodiversité** qui met à mal la chaîne du vivant et ses interactions et nous rapproche d'une sixième extinction de masse des espèces : 68 % des vertébrés ont disparu en 50 ans ;
- **La contamination chimique** et les empoisonnements de masse : 64 % des terres arables sont contaminées chimiquement, chaque habitant de la planète ingère chaque semaine l'équivalent d'une carte bancaire en particules de plastique, les pollutions de l'eau et de l'air sont la cause d'1/5^e des décès dans le monde, avec une augmentation de 45 % sur ces 3 dernières années ;
- **L'épuisement des ressources naturelles**, notamment les minerais qui sont aussi la principale source des guerres en cours et à venir.

Depuis plusieurs dizaines d'années, **des milliers de scientifiques** du monde entier et de toutes disciplines **alertent sur la situation et sa dégradation**. Ainsi, en 2020 et pour la première fois, la forêt amazonienne a rejeté plus de CO₂ qu'elle n'en a absorbé du fait des activités d'exploitation. Et comment oublier que la pandémie de la Covid 19 trouve son origine dans une zoonose et qu'en perturbant et éradiquant nombre d'espèces sauvages, les humains deviennent la cible privilégiée des virus au point que l'OMS relève un risque de pandémie tous les 10 ans.

Près des **2/3 des points d'alerte** révélés par les travaux et rapports publics de la communauté scientifique depuis plus de 30 ans **sont dépassés**. L'objectif d'un réchauffement limité à 2 degrés en 2100 apparaît maintenant hors d'atteinte. Les derniers rapports du GIEC n'hésitent plus à évoquer la possibilité d'une augmentation de 4 à 5 degrés à la fin du siècle si rien de plus ambitieux n'est entrepris, avec les effets dramatiques qu'il est aisé d'entrevoir.

La situation d'urgence écologique est suffisamment renseignée pour en comprendre les ressorts et les conséquences, pour débattre des solutions à mettre en œuvre.

Le 22 août 2020, l'humanité avait utilisé l'ensemble des ressources que la Terre peut régénérer en un an : nous avons vécu « dans le rouge », à crédit durant plus de 4 mois. En 1990, c'était le 7 décembre.

Pour vivre avec le modèle de développement des pays de l'OCDE, les pays les plus riches, **l'humanité aurait besoin de trois planètes.**

Il est temps de prendre en compte la dette écologique, qui est estimée à 33 années et 38 points de PIB pour la France seulement. Cette dette-là est beaucoup plus périlleuse pour l'humanité que la dette économique : elle ne se remboursera jamais, ne peut être annulée et n'a financé aucun service ou équipement public.

Le monde tel que nous le connaissons est amené à disparaître. Nous savons qu'un autre monde est nécessaire et possible, mais aucun modèle alternatif ne s'esquisse encore.

Si les principaux indicateurs de la situation d'urgence écologique sont connus et de plus en plus partagés, les scénarios et politiques pour y faire face sont les plus divers : arrangements cosmétiques du « verdissement », croissance verte qui s'accommode du modèle de l'industrie carbonée, mise en marché de ses déchets et de la nature, rejet du capitalisme financier et de la surconsommation et sécession des riches qui envisagent d'aller vivre sur une autre planète !

Pourtant, depuis une quarantaine d'années, des progrès ont été accomplis : la cause de l'environnement est mieux comprise et largement partagée grâce aux nombreuses initiatives des associations et aux mobilisations citoyennes. Des collectivités plus territoriales intègrent très souvent des clauses environnementales dans leurs politiques et leurs services.

Dans cette palette des possibles et des hésitations, **il faut reconnaître une accélération et une amplification des décisions publiques** avec comme engagement commun les « 17 objectifs pour sauver le monde » de l'ONU, dits de développement durable. Votés en 2015, ils constituent un véritable levier de transformation pour répondre aux enjeux mondiaux d'environnement, de santé, d'alimentation saine, de justice sociale, de lutte contre les précarités, d'égalité des droits, d'éducation, de démocratie, de développement humain. Plus récemment, les dernières dispositions prises par l'Union européenne et les pays de l'OCDE revoient à la hausse les engagements de réduction des GES : moins 55 % à l'horizon 2030 pour l'Europe. En France, la convention citoyenne pour le climat fut un exercice démocratique inédit mais, en particulier sous la pression des lobbys, à peine un tiers de ses 149 propositions ont été retenues dans le projet de loi « climat et résilience ».

Toutes ces avancées ne mettent pas suffisamment en cause les modèles économiques de prédation et d'exploitation qui sont lourdement responsables de la dégradation de la planète : le capitalisme industriel et financier et les économies d'État fondées aussi sur l'usage sans limites des ressources naturelles et la constitution de complexes et de pouvoirs militaro-industriels.

Il faudra bien **assigner à l'économie la fonction de satisfaction des besoins essentiels de l'humanité** et non de spéculation financière et d'hyperconsommation destructrice de ressources et issues de l'exploitation du travail : **faire prévaloir une économie de l'utilité et non de la futilité**. La mesure de la richesse par les indicateurs du PIB est obsolète : introduisons la mesure des droits humains, comme y concourt déjà l'indice de développement humain (IDH) auquel devraient être ajoutés les critères de la qualité de l'environnement (empreinte écologique, bilan carbone, comptabilité verte, biodiversité, risques chimiques...).

Il sera nécessaire d'interroger la logique de la production et de l'abondance de biens et de services à tout prix, de leur redistribution excitée par la publicité à des fins affichées de progrès matériel et de liberté. Cette logique a alimenté le capitalisme du profit pour quelques-uns et la supercherie du ruissellement. Mais elle a été aussi à la source des socialismes et de la social-démocratie avec comme idéal la redistribution des richesses mais dans l'indifférence des conditions de leur production hors les conditions du travail. N'est-il pas temps **de donner au progrès humain d'autres bases**, de travailler à construire les indispensables protections collectives et droits sociaux sur d'autres bases que la croissance à tout prix ? Il est temps de réinventer **un humanisme du XXI^e siècle** qui reconnaisse aussi des droits au vivant et les conjugue aux droits humains et qui donne aux raisons de vivre d'autres horizons que l'avoir, le paraître, la possession, la concurrence généralisée.

Face aux conséquences de l'urgence écologique, **le développement durable, qui a servi l'éveil des consciences et les premiers engagements, est une réponse devenue insuffisante et inappropriée**. Censé conjuguer développement économique, progrès social et préservation de l'environnement, il n'a surtout servi que la première de ses composantes. Les inégalités se sont aggravées, l'environnement est en alerte rouge, mais le PIB mondial a continué de croître.

Il ne s'agit plus de durer mais de bifurquer. C'est à des scénarios de transformation, de ruptures, qu'il nous faut travailler.

Aucun modèle n'est préétabli, aucun ordre du jour n'est fixé sauf celui de chercher à assurer à tous les habitants de la Terre les conditions dignes de vivre en commun, de se nourrir, de se loger, d'être en bonne santé, d'apprendre sans limites, de se sentir reconnu et respecté, de cohabiter en paix avec les autres habitants humains et les autres éléments du vivant et de la nature, d'aimer, de s'émerveiller et de rêver.

C'est à la portée de tous et chacun peut y contribuer à sa mesure. Mais c'est aussi une obligation de toute politique à venir. Une politique pour trouver les voies apaisées, justes, équitables et vivables **d'habiter la Terre, notre Terre commune** et qui doit viser à :

- Affirmer et redéfinir les contours et les contenus **de l'intérêt général** et de la manière de le partager, d'y contribuer et de le garantir ;
- Faire des **biens communs** des biens inaliénables dont les politiques publiques garantissent l'accès avec le concours des citoyens ;
- **Décarboner** l'économie, la production, la consommation et l'usage des biens et services ;
- **Éradiquer la pauvreté**, repenser le concept de richesse et lutter contre les inégalités ;

- **Faire évoluer les modes de vie** et les représentations en recherchant **l'adhésion** de tous à des modes de vie plus durables ;
- Intégrer la transition écologique et solidaire dans **l'éducation et la formation tout au long de la vie** ;
- Redonner à une **agriculture respectueuse de l'environnement** sa fonction vivrière et soutenir massivement les conversions au bio ;
- Considérer « **l'espérance de vie en bonne santé** » dans des démarches prévenant les risques sanitaires qui pèsent sur les humains, les animaux, les végétaux et l'environnement ;
- Faire vivre une **démocratie de haute intensité** qui combine participation, délibération et délégation et rende les **droits culturels effectifs** ;
- Assurer **la paix et la justice sociale**.

Pour y parvenir quatre dimensions et démarches sont essentielles :

- Permettre aux habitants de **se situer en empathie au sein du vivant** et de se connecter régulièrement à la nature et au vivant. Nous avons à gagner de la reconnaissance et du respect des capacités des espèces animales et végétales et à doter le vivant d'un statut ;
- **Faire de la transition écologique une approche résiliente** des mutations sociales et professionnelles pour les personnes les plus concernées dans leurs professions et leur vie quotidienne ;
- **Impliquer tous les habitants** dans les politiques de transition écologique par leur consultation, leur participation, leur engagement individuel et collectif ;
- **Investir publiquement dans l'éducation sous toutes ses formes, la formation professionnelle, la culture et la vie associative**, leviers principaux du changement.

La Ligue de l'enseignement s'engage

Habiter ensemble une Terre commune, là où chacun réside, en France, en Europe comme dans toutes les régions du monde, conduit à prendre en compte un nouveau rapport à l'espace, aux espaces, du local au mondial, un autre rapport au temps, au vivant, pour concevoir des choix de long terme mais aussi des relations confiantes à l'altérité, et une mise à jour permanente des connaissances.

Nous sommes là sur le terrain de la dialectique, du lien entre la culture (être en capacité de se situer dans un environnement) et le politique (penser et construire la vie commune).

L'éducation populaire est au cœur de cette dialectique, non pour stationner dans le présent mais imaginer demain, pour continuer à rechercher une vie meilleure. **Pour s'émanciper individuellement et collectivement dans la dignité.**

Aussi, pour la Ligue de l'enseignement, il s'agit de permettre à chacune et chacun, à tous les âges de la vie, de perfectionner sa connaissance de la situation même si nous ne sommes pas en état d'ignorance de l'urgence écologique.

Mais il s'agit aussi de savoir ce que nous pouvons faire de ce que nous savons, d'agir.

C'est ici qu'il apparaît nécessaire de comprendre, d'imaginer et de créer. Car si la situation est maintenant largement partagée, si les « climatosceptiques » se font rares et se rangent souvent avec les « complotistes », les **divergences et les faux-semblants sont nombreux sur les réponses à construire.**

C'est ce qui justifie pour un mouvement laïque d'éducation populaire, ni parti, ni syndicat, ni ONG spécialisée, de se mobiliser avec quatre objectifs au moins :

- **La connaissance et la promotion de savoirs** vérifiés et actualisés, ce qui renouvelle les enjeux de la vulgarisation des sciences, sciences naturelles et sciences humaines et sociales, dans une démarche de « sciences citoyennes », de cultiver **l'esprit critique** et nécessite de se mettre d'accord sur le sens des mots et des notions ;
- **La participation aux indispensables débats publics** que la situation exige, par l'appropriation territoriale des enjeux et une contribution innovatrice ;
- **L'évolution et la transformation même de ses propres pratiques et démarches** : dans la manière de conduire l'action, de faire émerger les projets, d'associer et de faire évoluer les métiers, de transformer les pratiques dans l'administration et la gestion des projets et équipements ;
- La contribution à ouvrir **des voies nouvelles au progrès social et démocratique** qui ne repose plus sur l'accumulation sans limites de biens matériels et de consommation, en premier lieu dans les actions et activités de la Ligue et de son réseau.

Cette mobilisation de la Ligue s'organise dans un premier temps autour de **9 défis qui seront déclinés en programme d'actions** à tous les niveaux de la Ligue : centre confédéral, fédérations départementales et leurs unions régionales et associations et acteurs locaux.

1- Se doter d'une culture commune partagée et transversale à tous les secteurs et à tous les niveaux de la confédération

Monter collectivement en compétences et en connaissances pour acquérir un socle commun. Partir des bases et expériences existantes (outils Ufolep et Usep, référentiel des anciens centres CED, Cercles Condorcet, projets fédéraux...) et élaborer une sémantique commune.

Former les salariés, les administrateurs et les bénévoles en brassant les différents « niveaux » afin d'apprendre et de faire culture commune ensemble.

2- Avoir la capacité d'accompagner le changement en interne et dans la société

Lever les résistances et faciliter des processus ce qui requiert des compétences spécifiques. Faire des choix plus durables révèle des freins cognitifs : pour les surmonter, il est indispensable d'être outillés, soutenus et accompagnés.

Avoir la capacité d'identifier, de prendre en compte et d'accompagner les changements nécessaires et de questionner la nature de ces changements : durabilité faible ou forte (amélioration, atténuation, adaptation ou transformation).

Savoir **accompagner les freins aux changements** de comportements et faciliter des processus de transformation.

Acquérir des compétences nouvelles et spécifiques pour lesquelles il est indispensable d'être outillés, soutenus et formés.

3- Impliquer les associations locales et les publics dans l'accompagnement de la transition : un enjeu majeur pour le développement fédératif

Les associations sont des espaces autonomes d'innovation sociale. Intégrer une dimension écologique dans tous leurs domaines d'activité et apparaître comme un mouvement de la transition pour de nouvelles associations constituent un élément du développement fédératif et de la mobilisation citoyenne.

Il faudra veiller particulièrement à accueillir l'engagement et la parole des jeunes, à favoriser leur esprit critique et à être attentif, en priorité, aux milieux populaires.

4- Renouveler nos pratiques d'éducation à la nature et d'éducation à la transition écologique : comment éduquer en anthropocène ?

Renouveler les contenus de nos classes de découvertes et séjours de vacances : insister sur les objectifs éducatifs et sociétaux visés avant de préciser les contenus, expérimenter des méthodes pédagogiques réellement « impliquantes », renouer le lien direct avec la nature, le contact sensoriel, la connaissance, mais aussi l'émotion et le respect pour le vivant. Afficher une alternative à la consommation touristique et redonner du militantisme à l'acte éducatif en séjours collectifs.

Rendre notre offre pédagogique cohérente en améliorant la gestion environnementale de nos structures d'accueil (cf. Écolabel européen).

Étendre cette gestion environnementale à tous nos équipements : sièges sociaux et administratifs, lieux artistiques, centre de formation, établissements sociaux...

Intégrer l'urgence et la transition écologiques dans tous les domaines d'activité de la Ligue, faire circuler et valoriser les pratiques.

Faire de la transition écologique **une dimension des formations** militantes et professionnelles internes et des actions de formation professionnelle de l'Infrep et du réseau.

5- Engager une transition qui concilie l'écologie et les équilibres financiers de nos structures à toutes les échelles de temps

Relocaliser et territorialiser : inscription dans des dynamiques et démarches participatives territoriales permettant de prendre une place localement, favoriser les circuits courts et de proximité dans les approvisionnements y compris pour les besoins énergétiques.

Introduire des bilans carbone dans les conduites de projets et d'activités et adapter nos outils comptables à une comptabilité « verte », qui va au-delà de la seule comptabilité monétaire.

Mettre à l'étude et reconsidérer les paradigmes économiques de référence : prendre en compte les externalités négatives de modèles écologiques dans nos gestions, se projeter dans des scénarios de prospective à court, moyen et long termes, intégrer des itinéraires doux, travailler sur des séjours de vacances plus proches, des événements plus économes en énergie.

Intégrer des indicateurs de sobriété, très proches de ceux de l'ESS, pour fabriquer des budgets en fonction de leurs impacts environnementaux, scénarisés, avec des objectifs fixés pour les réduire au fur et à mesure des années.

6- Mobiliser des pratiques numériques vertueuses et responsables

Omniprésentes dans nos existences, **quelles questions nouvelles ces technologies posent-elles pour demain en matière écologique ?** Comment les utiliser à bon escient, en intégrant leurs impacts environnementaux (exploitation des métaux rares, pollution des extractions, stockage des données, fabrication des objets) et sociaux (risques sanitaires pour les populations, dépendance aux écrans, algorithmes et cristallisation des débats de société...). Comment privilégier des pratiques de réutilisation, de recyclage, choisir des filières équitables ?

Prendre part aux débats de société sur la question du numérique et de l'écologie, par exemple les controverses autour du déploiement de la 5G ou l'externalisation du recyclage dans les pays pauvres.

7- Faire émerger des forces sociales pour porter la transition

Les certitudes, les fausses nouvelles, la puissance des lobbies qui veulent préserver à tout prix leurs intérêts, les habitudes, les préjugés... tout cela constitue un contexte parfois peu propice aux débats et controverses raisonnés, aux désaccords féconds.

Il faut pouvoir bâtir des rapports de force pour gagner la bataille de l'opinion, comme ce fut le cas pour les grands défis auxquels la Ligue a participé. C'est sa fonction militante.

Mais il est déterminant aussi de contribuer **à accompagner le changement** pour faire évoluer les forces contraires. La co-construction des politiques publiques comme leur critique y participe aussi.

8- Partager les enjeux de solidarités internationales

L'urgence écologique est une réalité mondiale. Aucune région, aucun État ni peuple n'y échappent. Mais ce sont les plus pauvres qui en sont les premières victimes. Nous savons, par exemple, que les exils de masse sont déjà en cours avec leurs drames et leur misère ; 250 millions de réfugiés climatiques étant prévus d'ici 2050.

Si les réponses à l'urgence écologique sont en partie nationales, elles n'ont de sens et d'effets que dans leur coordination et leurs interactions. C'est d'ailleurs au niveau mondial que se sont tenues, depuis le premier sommet de Rio en 1992, les 25 COP de l'ONU. Et c'est au niveau européen que s'élaborent aussi des politiques qui engagent 27 États de l'Union vers des politiques de neutralité carbone à l'horizon 2030.

C'est l'occasion, pour la Ligue, de solliciter ses partenaires en Europe et dans le monde pour susciter des coopérations, des débats et actions transnationales et renforcer la conscience européenne et planétaire.

9 - Remobiliser les partenariats avec le monde scientifique : redevenir « passeur de sciences »

La Ligue doit renouer avec sa tradition de « passeur de sciences ». Partout où la recherche est présente, dans toutes les universités, des réseaux spécialisés sont constitués (les GIEC régionaux, le CNRS, l'INRA, l'Inserm...) et de nouveaux collectifs experts de l'éducation et de la transition écologique émergent (Reunified).

Donner une place aux scientifiques dans le débat démocratique sur la construction d'une alternative aux systèmes productivistes et prédateurs, faire appel à eux dans les rencontres, événements, formations, expérimentations.

Mais aussi **interroger les choix scientifiques et technologiques.**

Pour agir, s'engager et mobiliser son réseau, la Ligue doit aussi interroger ses modalités d'actions, en faire évoluer certaines, en inventer d'autres. La Ligue doit aussi penser, impulser et orchestrer sa transition. Il lui faut des principes pour agir.

1- Inscrire la transition comme un principe dans nos statuts et projets fédéraux

Agir n'est plus une option. L'éducation populaire est au cœur de l'action et du changement de comportement du citoyen. La transition écologique et solidaire est une manière de voir, de penser et d'agir.

Accompagner/faciliter des processus de changement que cela suppose dans la Ligue et dans la société.

Faire mieux dialoguer les niveaux locaux, départementaux, régionaux et nationaux qui s'inter-alimentent.

2- Vers des pratiques démocratiques et de gouvernance interne renouvelées

L'urgence écologique et solidaire est aussi l'occasion de **dynamiser la démocratie** dans son ensemble à la Ligue. C'est une des dimensions contributives au chantier en cours pour la réforme de la gouvernance.

Il convient en particulier d'investir les différentes formes de démocratie participative et délibérative : **laisser une place plus importante aux parties prenantes de la Ligue** dans notre gouvernance, mieux impliquer les citoyens engagés à nos côtés dans notre organisation, co-construire les projets fédéraux avec les associations affiliées. Plus largement, il faut concevoir des espaces d'échanges, de coopération et de participation avec les salariés, bénévoles, associations, partenaires, usagers et bien sûr au sein des instances statutaires.

L'engagement des jeunes dans notre mouvement mérite d'être dynamisé et il nous faut renforcer la formation à la vie associative et aux projets collectifs.

Être capable d'imagination, d'adaptation, de changements suppose d'être curieux, agile et de savoir **se nourrir de ce que font les autres organisations.**

3- Vers une démarche citoyenne, pragmatique et résiliente

L'urgence et la transition écologiques sont **une cause d'engagement** et de militantisme : elles nécessitent en conséquence des formations et des mobilisations adéquates en y intégrant les outils numériques.

Mais la Ligue doit **affirmer aussi sa singularité** dans cet engagement pour capitaliser en tant que mouvement fédératif.

L'engagement c'est aussi la capacité à dialoguer avec les élus et les pouvoirs publics, **à revendiquer la place des habitants** et les accompagner, à peser dans les débats et décisions, à contester des choix, à transformer des difficultés en expériences.

4 - Construire de nouvelles alliances

Agir pour la transition suppose de savoir **établir des connexions avec d'autres acteurs** et d'élargir le champ des partenaires habituels de la Ligue : mouvements associatifs, autres acteurs de l'ESS, réseau de l'éducation à l'environnement, mais également partis politiques et syndicats. C'est l'occasion pour la Ligue d'élargir son champ de partenaires. Cela vaut pour l'expression et le positionnement comme pour la conduite de projets et d'actions.

Cela suppose aussi pour la Ligue de s'intéresser plus encore aux organisations encadrant les formes de militantisme émergentes dans le champ de l'urgence et de la transition écologiques.

5 - Accompagner la transformation de l'éducation et de l'école

L'école et les autres temps et lieux éducatifs formels ou non formels sont encore loin d'avoir intégré la transition écologique et ce qu'elle suppose d'évolution de leurs contenus et compétences à y acquérir. Il nous appartient de faire valoir notre dimension de mouvement éducatif autonome légitime pour accompagner l'école et les politiques éducatives territoriales des collectivités dans leurs réflexions et leurs transformations liées à l'urgence écologique.

C'est une occasion aussi de renforcer le partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports notamment, et avec les réseaux de collectivités.

6 - Inventer de nouveaux modèles économiques et sociaux

La Ligue, à tous ses niveaux, doit intégrer l'urgence et la transition écologiques dans **ses réflexions sur l'évolution de ses modèles économiques**. S'inscrivant dans l'ESS, la Ligue peut aussi s'inspirer des démarches de l'économie circulaire, et mieux mutualiser moyens et ressources. Nous gagnerons aussi à faire connaître toutes les réflexions internes, les nouveaux modèles qui émergent et à encourager les expérimentations.

7 - S'inscrire dans des dynamiques de territoires en transition

Dans de nombreux territoires urbains et ruraux, des collectivités **se déclarent en transition**. Ailleurs, ce sont des collectifs d'habitants qui le font, avec des associations et parfois des acteurs économiques et des institutions sociales et culturelles. La Ligue doit chercher à s'y investir avec son réseau associatif et ses militants locaux.

Cela nécessitera de densifier notre réflexion et notre stratégie à propos des différentes formes de territorialisation : intercommunalités rurales, métropoles, évolution des villes... mais aussi parcs naturels régionaux et nationaux.

Certains de ces territoires sont rassemblés avec des organisations dans des réseaux nationaux, européens ou internationaux, comme le mouvement « Alternatiba ». Ce sont autant d'occasions pour la Ligue de renforcer ses liens et sa capacité d'agir.

Il est temps de reprendre la maîtrise de notre avenir. Comme à d'autres grands rendez-vous de l'Histoire de l'humanité, nous aurons à connaître, élucider, imaginer, résister, refuser, inventer, construire, échouer, réussir, nous émerveiller, nous solidariser et nous émanciper.

Bref à continuer d'être un mouvement laïque d'éducation populaire.

Vous pouvez soumettre vos remarques, amendements et autres suggestions auprès d'Éric Favey : efavey1@gmail.com ou de Léna Picard : lpicard@laligue.org.

Texte de référence

URGENCES ET TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES : HABITER ENSEMBLE UN MONDE COMMUN

Mouvement laïque d'éducation populaire, la Ligue de l'enseignement propose des activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs, à travers 103 fédérations départementales qui accompagnent des associations présentes dans 24 000 communes.

S'engager à la Ligue, c'est apprendre par et avec les autres, faire vivre la convivialité et la fraternité.

S'engager à la Ligue, c'est construire de la solidarité et agir contre les inégalités.

S'engager à la Ligue, c'est prendre sa part d'une démocratie qui implique tous ses citoyens.

S'engager à la Ligue, c'est créer un lien entre des actes à la mesure de chacun et des combats à l'échelle de l'humanité.

Rejoignez-nous !
www.laligue.org

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux :

